

sommaire

Introduction 9

Tibet d'hier

« Le Tibet est un petit pays. »	15
« Le Tibet est demeuré isolé du monde jusqu'en 1959. »	23
« Le régime qui a précédé l'invasion chinoise était une théocratie. »	29
« Le régime tibétain traditionnel était un système féodal qui opprimait le peuple et reposait sur le servage. »	37
« Le gouvernement tibétain a entretenu des liens avec l'Allemagne nazie. »	41

Tibet d'aujourd'hui

« Le Tibet fait partie de la Chine depuis 700 ans. »	49
« La Chine revendique le Tibet pour des raisons historiques. »	57
« L'invasion chinoise a fait un million de victimes chez les Tibétains. »	63
« Un grand nombre de Tibétains vit en exil. »	69
« Les forces occidentales soutiennent la résistance tibétaine. »	77
« Les Tibétains n'auraient pas pu accéder à la modernité sans la Chine. »	85
« Le dalaï-lama est le chef religieux et politique de tous les Tibétains. »	91

Culture et civilisation	
« La Chine a détruit tous les monastères du Tibet pendant la Révolution culturelle. »	103
« Tous les Tibétains sont bouddhistes. »	111
« Les Tibétains sont non-violents. »	119
« La culture tibétaine authentique n'est plus préservée qu'en exil. »	125
« Tout l'art et la culture du Tibet sont bouddhiques. »	131
« La langue tibétaine n'est pas enseignée au Tibet. »	139
« Les Tibétains sont des nomades. »	149
« Les Tibétains ne mangent pas de viande. »	155
Conclusion	163
Annexes	
Pour aller plus loin	167

« L'invasion chinoise a fait un million de victimes chez les Tibétains. »

Les mauvais traitements infligés pendant le lancement de cette campagne [la Révolution culturelle] étaient si insupportables que les gens se suicidaient par noyade, en se jetant dans le vide, en se coupant la gorge et par pendaison.

Tubten Khétsun, *Memories of Life in Lhasa under Chinese Rule*,
2007

Le gouvernement tibétain en exil annonça en 1984 que, depuis l'annexion par la Chine, 1 207 387 Tibétains étaient morts de manière non naturelle. Ce chiffre a été abondamment relayé par les associations de défense du Tibet en exil. Les autorités chinoises contestent vigoureusement ces allégations. Selon elles, les progrès en matière d'hygiène, de santé et de mode de vie depuis la « libération » du Tibet ont permis une forte croissance démographique, le nombre de Tibétains étant passé de 2,77 millions en 1954 à 5,4 millions en 2000 (dernier recensement chinois officiel disponible). Un chercheur sino-australien, arguant de l'absence de fiabilité des premières statistiques officielles (1953), a par ailleurs réfuté le chiffre de 1,2 million de morts non naturelles, le réduisant à 60 000, soit 5 % du nombre fourni par Dharamsala, siège du gouvernement tibétain en exil. Qui croire ?

Le chiffre de 1,2 million de victimes a été peu contesté en Occident jusqu'à ce que Patrick French, ancien militant de la cause tibétaine, le mette en doute. Selon lui, le décompte des victimes est très imprécis, voire erroné. Il a constaté en

effet que la liste de leurs noms avait été compilée à partir de déclarations de survivants arrivés en exil, parfois mal recoupées entre elles. Elles contenaient des doublons et des zones d'ombre, et faisaient état d'un nombre anormalement faible de femmes. Il propose de revoir le nombre total des victimes à 500 000, ce qui est déjà un nombre non négligeable, puisque représentant au bas mot 1/6 de la population tibétaine totale de l'époque. Les auteurs chinois, de leur côté, évacuent la question et insistent sur le fait que la population tibétaine a doublé entre 1954 et 2000. Cependant, leurs propres statistiques font état d'une déperdition importante de population tibétaine entre 1954 et 1963 : -9,8 %, soit 275 000 personnes, alors qu'elle augmenta de 19 % sur la même période pour tout le pays. Les statisticiens chinois expliquent cela entre autres par l'inexactitude des données de 1953. Toutefois, d'autres statistiques officielles plus locales et plus fiables tendent à confirmer l'existence d'un déficit démographique anormalement élevé dans les années 1950, dans certaines zones tibétaines : la population tibétaine du Qinghai diminua de 20 % entre 1957 et 1963 contre « seulement » 5 % sur le plan national pour la même période en raison du Grand bond en avant (1958-1960). Plus localement encore, selon une chronique locale publiée non officiellement en Chine, sur un total de 11 000 habitants à Khusin (Malho, Qinghai), 5 749 Tibétains décédèrent en 1958 lors du soulèvement anti-communiste, soit 52 % de la population totale. Cependant, la répression militaire chinoise qui a suivi le massif soulèvement tibétain anti-chinois et anti-communiste ayant été particulièrement violente en Amdo et au Kham, cette proportion de 50 % de morts non naturelles ne peut être étendue à tout le Tibet. Toutefois, il est indéniable que

l'inclusion des populations tibétaines récalcitrantes dans la République populaire de Chine se solda par de très nombreuses morts non naturelles.

Il est courant par ailleurs d'entendre parler de transferts de population qui aboutissent à la mise en minorité des Tibétains sur leur territoire. Cette question de la migration chinoise en zones tibétaines représente un autre point d'achoppement récurrent en matière démographique car les statistiques officielles de la Chine sont dans l'ensemble incomplètes, n'incluant ni les migrants temporaires ni les militaires, mais seulement les résidents permanents. Dans les années 1950, des soldats de l'Armée populaire de libération et des milliers de cadres s'installèrent pour développer le socialisme et les infrastructures du nouvel État communiste. Dans la province du Qinghai, qui comptait 1,6 million d'habitants en 1953, 750 000 citoyens chinois migrèrent dans un cadre officiel entre 1954 et 1959. Cependant, tous ne s'installèrent pas en zone tibétaine et une majorité repartit dans la décennie suivante. Depuis les années 1990, de nombreux entrepreneurs et petits commerçants chinois sont venus chercher fortune à titre individuel dans les villes de la Région autonome du Tibet (RAT), où l'économie connaît une croissance à deux chiffres grâce au soutien artificiel de l'État chinois – on peut parler d'une économie sous perfusion, alimentée en grande partie par les subsides du gouvernement pour « développer » le Tibet, sans lesquels l'économie tibétaine retomberait à un niveau extrêmement bas. Peu de Chinois Hans, c'est-à-dire de Chinois ethniques, ou de musulmans s'établissent dans les zones rurales tibétaines, en raison de leur relief et de leur écosystème particulier. Ainsi,

le dernier recensement en date (2000) fait état de 92 % de Tibétains en RAT. Ce chiffre est mis en doute par les Tibétains exilés, qui estiment que ne sont pas comptabilisés dans ce total les migrants économiques et les militaires. Les statistiques chinoises restent muettes sur la composition ethnique de Lhassa et des autres villes de la région, silence qui vaut aveu d'embarras. Dans les autres provinces chinoises où ils vivent, la proportion de Tibétains varie d'une zone à l'autre de 30 % à 98 %, mais semble stable d'après les statistiques, notamment parce que les villes sont rares. Cependant, il sera intéressant d'observer attentivement l'évolution démographique et ethnique dans les zones urbaines en croissance constante.

La forte charge émotive associée aux questions démographiques ne permet pas de débat apaisé. La question de la démographie demeure contestée au Tibet, qu'elle concerne le passé et le nombre de morts attribuables à l'annexion chinoise, qu'elle s'intéresse à la situation actuelle, particulièrement dans les villes ou dans les zones de relative basse altitude où l'immigration chinoise semble forte. Enfin, on manque de données chiffrées sur la présence militaire en zone tibétaine. Par ailleurs, la difficulté à accéder aux statistiques chinoises et leur manque de fiabilité quand elles existent ne permettent pas d'établir un point de vue clair et dépassionné sur la question. Cependant, certains observateurs et les habitants eux-mêmes relèvent qu'un déséquilibre démographique est en train de se creuser au sein des villes, comme à Lhassa depuis 2006 et l'arrivée du train qui a facilité les déplacements et donc l'établissement des migrants. Il est probable que les zones en voie d'urbanisation et de modernisation, de plus en plus nombreuses, vont attirer une

population allogène. La construction récente de grands ensembles d'habitation collective à la périphérie de Lhassa semble confirmer cette hypothèse.

Il serait imprudent d'avancer le chiffre, même approximatif, du nombre de victimes tibétaines imputables à l'occupation militaire dans les années 1950, aux famines du Grand bond en avant (1958-1960) ou au désastre humain et matériel de la Révolution culturelle (1966-1976). Toutefois, les témoignages des Tibétains vivant aujourd'hui, qu'ils aient personnellement vécu ces périodes troublées ou qu'ils soient les descendants des témoins, permettent de comprendre que le nombre de morts fut élevé dans les provinces tibétaines de l'est et du nord-est (Amdo et Kham), où les confrontations avec l'Armée populaire de libération furent particulièrement violentes. Quant à la présence de populations allogènes en zone tibétaine, les statistiques officielles (les plus récentes datent de 2000) indiquent une proportion relativement faible et stable. Mais elles doivent être utilisées avec précaution : non seulement elles ne prennent pas en compte les migrants temporaires et les militaires, mais elles omettent souvent de préciser que, pour relativement peu nombreux que puissent être les migrants en RAT par exemple, ou dans des zones de hauts pâturages, ils occupent de manière disproportionnée des postes qualifiés et lucratifs en milieu urbain et détiennent un capital financier et professionnel élevé.

Sources

- Patrick French, *Tibet, Tibet. Une histoire personnelle d'un pays perdu*, Albin Michel, 2005.
 Rong Ma, *Population and Society in Contemporary Tibet*, Hong Kong University Press, 2011.